

## **H & K Communications**

72 Elvaston Avenue  
Nepean, Ontario  
K2G 3X9

Phone: (613) 829-1800  
Fax: (613) 829-2449  
E-mail: [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

---

SOURCE: PCO

DATE: 12 FÉVRIER 2007

REFERENCE/ RÉFÉRENCE:1202DOC1

LOCATION/LIEU: SHERBROOKE, QC

TIME/ HEURE: N/A

LENGTH/DURÉE: 22:30 MINUTES

**POINT DE PRESSE DES PREMIERS MINISTRES HARPER ET**  
**CHAREST**

---

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@home.com](mailto:hturkow@home.com)

For Internal Information and Research Purposes only

HUGO D'AMOURS (modérateur): Merci Mme Laporte. Nous allons maintenant procéder à la période des questions. Un micro a été installé afin que les journalistes puissent poser leurs questions. Je vais demander donc à tous les journalistes qui souhaitent poser une question de se déplacer au micro. On va d'abord prendre les questions en français, ensuite en anglais, sur le sujet de l'annonce d'aujourd'hui, et si le temps nous le permet, nous reviendrons pour des questions sur d'autres sujets.

We'll proceed to the question period. I'll ask the journalists who want to ask questions to please proceed to the microphone. We'll first of all take the questions in French on today's announcement, then in English on today's announcement, and if there's some time left, then we're going to take a few more questions on other topics.

On va débiter d'abord avec Yves Malo.

JOURNALISTE: Ma question est pour M. Harper. M. Harper, pourquoi ne pas simplement envoyer le chèque? Pourquoi inclure la mesure dans un budget qui est pas sûr de passer, étant donné que vous êtes minoritaire?

TR. HON. STEPHEN HARPER (Premier ministre du Canada): Nous avons, nous aurons beaucoup de mesures dans le prochain budget, y compris l'annonce aujourd'hui. Il y a des fonds disponibles pour cette année. Nous sommes en train de négocier les annonces dont se font avec toutes les provinces. C'est nécessaire de réaliser tous nos travaux avant d'avoir un vote au parlement.

JOURNALISTE: Ma question, c'était pourquoi ne pas envoyer tout simplement le chèque? Pourquoi attendre le budget?

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

TR. HON. STEPHEN HARPER: On a besoin de l'adoption au parlement de nos mesures financières, et jusqu'à maintenant on n'a pas une adoption de ce mesure. C'est une nouvelle mesure cette année et nous avons besoin d'un vote au parlement.

HUGO D'AMOURS: Emmanuelle Latraverse.

JOURNALISTE: Justement M. Harper, vous avez beaucoup critiqué depuis de longs mois la stratégie du gouvernement précédent, le gouvernement libéral qui dépensait, justement, des milliards de dollars sans plan précis. Or, votre plan à vous, on l'attend toujours, les cibles aussi. Qu'est-ce qui a dans ce programme-là qui va réussir là où d'autres dépenses de milliards de dollars en environnement ont pas réussi? Quels sont les garantis de succès et de (inaudible) concret dans ce plan-là?

TR. HON. STEPHEN HARPER: Mais c'est un plan clair. Nous avons l'intention, nous avons eu des discussions préliminaires avec les provinces pour établir ce fonds. Je pense que la grande majorité des provinces ont des projets majeurs. Tous les gouvernements cherchent des projets majeurs pour réduire les polluants et les gaz à effet de serre, et nous avons ici un plan. Nous avons maintenant besoin des accords précis, mais j'ai confiance qu'on peut trouver des projets; les provinces sont en train d'annoncer de tels projets.

JOURNALISTES: Est-ce que c'est parce que ce...ces sommes-là sont associées et identifiées à des projets précis qui ont été approuvés par Ottawa? Éclairez-nous donc, là.

TR. HON. STEPHEN HARPER: Nous sommes...je dis que nous sommes flexibles, mais nous cherchons seulement des projets majeurs pour la réduction des gaz à effet de serre et les polluants. Et comme

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

je dis, toutes les provinces sont en train d'annoncer et de créer de tels projets, et nous travaillons ensemble avec les provinces pour avancer ces projets.

HUGO D'AMOURS: Lia Lévesque.

JOURNALISTE: Oui, M. Charest, M. Harper, jusqu'ici Québec avait demandé 328 millions \$. Alors est-ce que c'est de l'argent supplémentaire? Est-ce que vous aviez demandé, ou c'est tout simplement l'effet d'inflation depuis le temps qu'on en parle?

JEAN CHAREST (Premier ministre du Québec): C'est... j'aimerais bien qu'il y ait de l'effet d'inflation dans tous les programmes. Ça semble une bonne idée, ça. Mais ça c'est passé de la façon suivante. Le chiffre de référence de 328 millions \$, il vient d'une entente préalable du gouvernement Martin avec le gouvernement de l'Ontario, où, rappelez, il y avait eu une entente qui était...que je connaissais pas très bien parce que ça a jamais été très précis, cette entente-là, mais à ce moment-là, le gouvernement du Canada avait pris un engagement informel, puis un chiffre de 500 millions \$ ou plus avait été avancé. On a donc fait l'équivalent en terme de fonds sur une base per capita avec le Québec et ça donnait 328 millions \$. Maintenant le montant exact aujourd'hui de 349,9 millions \$, pourquoi le chiffre est différent? Parce que le gouvernement de M. Harper a décidé de mettre sur pied à même ses surplus un programme de 1,5 milliards \$. Donc il a fait un programme national. Je vais vous dire que la démarche en ce qui nous concerne est plus transparente que la précédente. Là on sait que le gouvernement fédéral fait un fonds pour l'ensemble du pays. Tout le monde y participe. L'autre démarche, malheureusement était...manquait de transparence. Et par exemple j'ai des collègues de d'autres provinces qui s'interrogeaient là-dessus qui se disaient, "Bien, écoutons, ça va tu être une

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

affaire pour le Québec puis l'Ontario puis nous autres, on n'y sera pas?" Alors là, la démarche me paraît beaucoup plus transparente et donc sur 1,5 milliards \$ on reçoit la part de presque 350 millions \$.

TR. HON. STEPHEN HARPER: Je pense que le Premier ministre du Québec a bien expliqué ma position. (RIRES)

JEAN CHAREST: Avez vous d'autres questions pour M. Harper que je peux...? (RIRES)

JOURNALISTE: Oui, j'en ai une, moi. Franck Desoer, Radio-Canada. J'ai deux questions pour M. Harper et une pour M. Charest. M. Harper, vous avez dit tout à l'heure que donc, cette annonce d'aujourd'hui est en partie un élément de règlement du déséquilibre fiscal. J'aimerais savoir si vous avez offert d'autres garanties à M. Charest ou si vous avez l'intention d'en donner d'autres qui lui permettront de faire un budget en toute connaissance de cause?

TR. HON. STEPHEN HARPER: Je pense que la décision d'avoir un budget ici au Québec, c'est une décision du gouvernement du Québec. Le gouvernement du Québec doit considérer des chiffres actuels, mais en même temps nous allons...nous avons dit que nous avons l'intention de...nous allons l'attention de proposer des choses dans le prochain budget pour des autres choses dans le prochain budget pour le déséquilibre fiscal, mais le Premier ministre et les autres premiers ministres doivent attendre ces annonces.

JOURNALISTE: M. Charest, je veux savoir comment concrètement cette nouvelle annonce d'aujourd'hui peut vous permettre de donc faire des engagements concrets, de poursuivre finalement sur ce plan vert de façon efficace.

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

JEAN CHAREST: Permettez-moi de vous rappeler que dans le plan de réduction de gaz à effet de serre que Claude Bécharde a déposé le printemps dernier, nous, on a pris l'engagement de respecter les objectifs de Kyoto. Nous allons donc réduire de six pour cent nos gaz à effet de serre du niveau dont ils étaient, là où ils étaient en '90 pour l'année 2012. Pour y arriver, on avait mis sur pied, on a proposé un plan qui nous permettait de réduire de 80 millions de mégatonnes. Il nous manquait une contribution additionnelle pour pouvoir y arriver, et la contribution fédérale d'aujourd'hui nous permet d'atteindre l'objectif. Maintenant, l'entente est souple et dans l'esprit de fédéralisme d'ouverture que pratique M. Harper, puis si j'avais un projet précis à vous offrir, je vous parlerais d'une recherche qui se fait ici-même dans la région de Sherbrooke, à l'université de Sherbrooke plus particulièrement où Pierre Reid était recteur, dans le domaine de l'éthanol cellulosique, c'est-à-dire l'éthanol fabriqué à partir de bois, et c'est un secteur qui promet un fort développement dans les prochaines années, et l'argent qui est rendu disponible aujourd'hui pourrait nous aider à poursuivre les recherches et la mise en oeuvre de ce type de projet.

JOURNALISTE: Oui, bonjour, Hugo le Grand, La Presse. M. Harper, depuis son arrivée au pouvoir, votre gouvernement à plusieurs reprises a affirmé qu'il donnerait pas l'argent au Québec. Vous avez changé de position. Comment, quand et pourquoi exactement?

TR. HON. STEPHEN HARPER: Mais ce n'est pas du tout notre position. Notre position est que nous avons déjà donné des fonds avec des fiducies pour le transport en commun. Évidemment c'est une différence d'avis entre le Premier ministre Charest et moi, mais je pense que nous

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

sommes unis aujourd'hui avec cette annonce que nous avons donné ce que le gouvernement du Québec cherche et plus.

JOURNALISTE: Mme Ambrose en octobre dernier disait que l'approche du gouvernement québécois était inquiétante parce qu'elle se basait sur des cibles volontaires et non-contraignantes. Est-ce que c'est donc dire que vous endossez maintenant cette approche-là?

TR. HON. STEPHEN HARPER: C'est clair que dans le plan du gouvernement du Québec ils sont des projets, des projets importants et majeurs qui a des cibles, qui a des cibles pour réduire les gaz à effet de serre, et ces projets sont...ces projets sont liés à nos objectifs avec le fonds Éco-fiducie.

JOURNALISTE: M. Harper, Denis Dufresne de la Tribune. Je voulais vous demander, votre gouvernement veut pas être lié par les objectifs de Kyoto, mais est-ce que vous allez...pouvez-vous me rappeler quels sont les objectifs du fédéral en terme de réductions de GES?

TR. HON. STEPHEN HARPER: Le gouvernement du Canada n'a pas encore annoncé nos cibles précises pour le court terme. Nous avons l'intention de le faire pendant des semaines à venir. Je dis seulement que c'est impossible pour tout le pays de réduire ses émissions par un tiers dans moins de cinq ans. Je pense que c'est, ça c'est clair, mais en même temps, nous devons prendre des mesures que nous pouvons faire pour réduire les émissions.

JOURNALISTE: Vous allez les dévoiler bientôt en termes d'objectifs chiffrables et mesurables?

TR. HON. STEPHEN HARPER: Nous sommes en train de développer et de discuter notre plan pour la réglementation de l'industrie

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)



avec l'industrie privée, et nous serons dans une position d'annoncer des cibles pendant les semaines à venir.

HUGO D'AMOURS: In English now but still on today's announcement topic.

REPORTER: Rosemary Thompson from CTV. I've got a question for both of you, actually. My colleagues from the Press Gallery up at the National Assembly tell me that we may be on an eve of an election call in Quebec, so I'm wondering how this announcement fits into that tactic.

RT. HON. STEPHEN HARPER: I wouldn't know anything about that. (LAUGHTER)

JEAN CHAREST: Well, thank you for answering for me. (LAUGHTER) We answer each other's questions today. It's one of those days. It's a minority government in Ottawa, so who knows when the election campaign will happen. (LAUGHTER)

REPORTER: But how does this...

JEAN CHAREST: Oh, my government?

REPORTER: Yeah, your government.

JEAN CHAREST: Oh! Well, we're in the fourth year of the mandate and eventually we will have an election campaign, and when it'll be announced, it'll be announced. That's all I can say. And I always caution people, frankly, because you know, we've seen campaigns that were on the verge of going ahead and may or may not, and things happen and things change, so you never know what will happen. That happened to Lucien Bouchard in 1998, you may remember. He was on the verge of going into an election campaign and all of a sudden Mr. Johnson decided to leave, and there

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

was a change in leadership, so... So there will be an election campaign eventually.

RT. HON. STEPHEN HARPER: Yeah, and again, Rosemary, obviously I don't know anything about the Quebec plans. On our side we have no plans to call an election. We want to see the budget pass. These funds will be in the budget, so I hope the budget will pass so we can get on with these major projects in Quebec and across the country.

If you don't mind, while I have the microphone, Jean recognized several other dignitaries who are with us today, including the mayor. I'd just like to say hello to Marc Nadeau, a former Conservative candidate from this riding in the last election who's here, and my predecessor as the first leader of the new Conservative Party of Canada, former senator John Lynch-Stanton, who's also here. It's great to see both of you.

JEAN CHAREST: Yes, from Georgeville.

REPORTER: As a follow-up, Quebec says they're going to do Kyoto. Canada apparently isn't. How, why is that? Why is it that Quebec can do it and Canada can't?

JEAN CHAREST: Well, maybe I can start by, you know, just reminding everyone that Quebec works from a real advantage. We chose a long time ago to invest a great deal in the development of hydroelectricity. So we produce on a per capita basis about half of the greenhouse gases per capita than the Canadian average. And so of course that advantage works for us, and we want it to work for us. And we're going to continue to invest not only in hydro, which is clean and renewable power, but also in wind power. We're going to be the...Quebec will be the biggest producer of wind power in North America by 2015. We are today, Quebec alone, the fourth biggest

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

producer of hydro in the world. And we announced Eastmain 1-A Rupert recently, and by the way, the cooperation with the federal government on that was very rigorous and things went well, and so we can meet the objectives of Kyoto. It's not going to be easy, by the way. We don't underestimate the effort it will require on our side for a second. But we're committed to it and we're going to move ahead.

RT. HON. STEPHEN HARPER: And I think the important thing to note in that is that as Premier Charest said, the levels of emissions are really determined by technological decisions that were made a long time ago, just as today the technological decisions that we hope to make in the next few years will determine the level of emissions ten or fifteen years from now. Those are the kind of time horizons you're dealing with when you're dealing with this problem

HUGO D'AMOURS: R  al S  guin.

REPORTER: Prime Minister, on the eve of an election here in Quebec, how far are you willing to go, how far is your government willing to go to help Mr. Charest win that second mandate and defeat the Parti Québécois, whenever that election will be held?

RT. HON. STEPHEN HARPER: It's strictly up to the people of Quebec to decide who they want to pick as their government. All I would say today and reiterate is that the government of Quebec and the current federal government have worked together very productively. I mentioned... excuse me. I mentioned several things we've done together on UNESCO, on dealing with the softwood lumber contract, conflict, on a series of announcements on infrastructure. You know, you're not going to be surprised to hear that as Prime Minister of Canada I think it's helpful to Quebec and to

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

the entire country if our efforts are focused on working together and dealing with the real challenges that confront the province and the country, rather than spending all of our energies fighting over a referendum. That's my perspective. But obviously the people of Quebec have to make those decisions.

REPORTER: And how does this announcement today fit into your own plan, your own environmental plan?

RT. HON. STEPHEN HARPER: Well, this...as you know, we've already announced a series of what we call the Eco-Energy initiatives to pursue the development of clean energy technology, the reduction of greenhouse gases and air pollution across the country. This allows us now to tie together the various projects that are being announced at the provincial level along the same lines and to link them and to put a large amount of priority funding towards major projects across the country, so I think it's a good demonstration of the kind of flexible, cooperative federalism that we are pursuing and one that can be used to deal with a major public policy challenge that confronts all governments, regardless of their partisan stripe.

REPORTER: Mr. Harper, in the past several of your ministers repeatedly turned down Quebec's demands for the \$328 million. What changed, and why?

RT. HON. STEPHEN HARPER: Well, once again as I said in French, our position had been that we already funded the government of Quebec through a series of transfers we've made to all the provinces, including major transfers on the transportation trusts, the Trust for the Advancement of Public Transportation that we established last year. That said, I think we all agree this has been a difference of opinion between Premier

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

Charest and myself, but today we're establishing another trust, another major trust, and I think we'll all agree that today, regardless of what our position was over the \$328 million in the past, that the government of Canada now has provided not only, or will be providing not only that amount, but in fact significantly more.

JEAN CHAREST: And in fairness to the federal government, the previous situation was in flux, and it was difficult for us to get our hands around the issue because of the previous commitment of the Martin government. There'd been no national program. In fact, it's resolved the right way. There's a national program. There's a national program. Everyone is treated equally and fairly.

REPORTER: Mr. Charest, this is one more dispute with Ottawa that's been cleared out of the way. How will that play into your decision to maybe call an election?

JEAN CHAREST: Well, we govern, and as long as we're in government, we're going to work very hard so that we can resolve issues. We have a good relationship with the federal government. We've done a number of things together. Mr. Harper mentioned softwood lumber. It wasn't, may not have been very visible, but we worked very closely with the federal government on that issue, and we will continue to do that. So we feel very good about what we've accomplished in the last year, and when the election campaign will happen, people will get an opportunity to look at the big picture of the government's record and appreciate everything we've done, including federal-provincial relations.

REPORTER: (Inaudible) can you just tell us a little bit more about what other provinces can expect? And you've also called it a

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

transparent process, so is it a formula that's setting out how much each province will get, or how have you decided that?

RT. HON. STEPHEN HARPER: The \$1.5 billion will be divided on a per capita basis. The principle condition is that the funds have to be used for projects that will have as their objective concrete reductions in the emission of air pollution and greenhouse gases, and in setting this up, we want to leverage or want to fund projects where the provincial governments are themselves putting in at least as much money as the federal government is, so that's the framework. I've spoken with several premiers already about the framework over the past week, and my officials are in the process of speaking with the rest, and we're confident that every province and territory will have major projects that will qualify.

REPORTER: And you've talked about this as part of your resolution to the fiscal imbalance. How much of a part of it and what else will be entailed in that?

RT. HON. STEPHEN HARPER: Well, this is obviously a significant transfer of money to the provinces, and I say in many cases for projects the provinces have either been embarking on or wish to embark on, so it's a significant amount of money. At the same time, as we've said, we're going to announce in the upcoming budget our plans to make a whole range of federal-provincial transfer programs more predictable, more stable and more principle-based in the future, and all I can say is stay tuned for the budget, and I certainly hope that when that budget comes down, that all of the opposition parties will see the wisdom, not only of those decisions, but the wisdom of passing this budget so we can get on with providing this money for these projects.

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

HUGO D'AMOURS: We're going to take one last question.

REPORTER: Mr. Charest, what's the advantage for Quebec in letting Ottawa decide which projects will be funded and which projects will not be funded?

JEAN CHAREST: We will be deciding what projects will go ahead. We'll work with Ottawa. That has not an issue in this approach that Mr. Harper and his government has proposed. We each have our areas of jurisdiction, so we're not giving each other any kind of permission. We're going to work within our areas of jurisdiction, so that has not been an issue in this...

RT. HON. STEPHEN HARPER: Yeah, I should say that the...as I say, the only framework here is that these have to be concrete projects to reduce emissions. That puts it pretty broad. The government of Quebec has a detailed plan in that regard, and obviously the money we're providing today will go towards that plan.

JEAN CHAREST: Yeah.

REPORTER: How does this change your expectation (inaudible) fiscal imbalance will be resolved by the federal government, having some of this money ahead of time upfront?

JEAN CHAREST: Well, we always made the point that when the federal government makes this effort, that it goes towards resolving also the fiscal imbalance. We've had the same position on the issue of funding post-secondary education and training in that envelope and we feel we have to, if we're going to be fair in regards to how we deal with these issues, then when the federal government makes an effort to increase their funding, that we will

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)

also look at it and consider it as part of the effort they do for the fiscal imbalance. And in that respect, it's very good news. We've always presented that that way. Claude Bécharde was on the file, often made the point that, you know, if we were able to come to an agreement, that's part of the effort to resolve the fiscal imbalance.

HUGO D'AMOURS: Mesdames et messieurs, merci beaucoup.

JEAN CHAREST: Merci beaucoup.

TR. HON. STEPHEN HARPER: Merci.

(APPLAUDISSEMENTS)

\*\*\*

H & K Communications

Phone (613) 829-1800 Fax (613) 829-6181 E-mail [hturkow@rogers.com](mailto:hturkow@rogers.com)